



Comité Technique Ministériel

28 septembre 2017

Compte-rendu de la délégation CFDT

Participaient à ce CTM pour la CFDT : Mohand Adouane, Jean-Christophe Saluste, Stéphane Boutorine, Véronique Thys, Isabelle Rousseau, Magali Perex

Les ministres ayant rendez-vous en début d'après-midi, Madame Engström, la secrétaire générale, propose qu'ils commencent par présenter le Projet de Loi de Finances (PLF) 2018 et qu'en suite, les organisations syndicales (OS) fassent leur déclaration préalable.

Présentation de Nicolas Hulot, ministre de la Transition Energétique et Solidaire, du PLF 2018 et de ses incidences sur nos ministères:

(http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/plf-2018_plaquette_presentation_26-09-17.pdf)

Je vous salue et j'ai l'espoir que la poursuite du dialogue entamé avec vous précédemment nous permette de partager une vision. En effet, depuis les bilatérales avec les OS de fin juin et le CTM du 6 juillet, l'action du MTES a été définie par une feuille de route qui m'a été remise le 9 août dernier.

(http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/medad/doc17/feuilles_routes_ministerielles_29-09-17.pdf)

La transition écologique consiste à rendre irréversible des choix fondamentaux pour notre planète et à chercher à nous assurer d'un avenir collectif.

Le but de cette feuille de route est encore plus qu'une transformation du secteur économique, une transformation sociétale, ce qui est un objectif beaucoup plus ambitieux et nécessite de la cohérence, une mobilisation des entreprises, des collectivités, des citoyens, de l'Etat et surtout des agents de notre ministère et des établissements publics.

La politique de l'Etat a évolué quant aux missions du ministère.

Les enjeux sont partagés et consistent, pour les résumer, à obtenir une meilleure qualité de vie, une meilleure santé, plus de solidarité, d'emploi, d'innovation, et de pédagogie. Il y a la nécessité d'une transformation économique.

Notre pays est à la fois ouvert et rétif à la transformation car il a peur de perdre les bénéfices acquis et préfère conserver ce qui fonctionne tant qu'il n'est pas sûr de ce qu'on lui propose en échange. C'est pour cela que nous avons besoin de montrer ce qui fonctionne mais nous n'irons pas au forceps vers cette transition compliquée.

Je suis pourtant effrayé d'entrer dans l'avenir à reculons mais je reste à ce poste car je suis convaincu des possibilités qui s'offrent à nous.

Il y a de l'intelligence et une volonté politique sur ce sujet universel pour lequel tous les acteurs internationaux doivent être mobilisés.

Nous devons prendre des mesures pour rendre irréversible cette transition écologique et pour cela, nous avons besoin de prévisibilité accompagnée d'irréversibilité et de progressivité.

Nous devons mettre en place des mesures structurantes de long terme.

C'est difficile de prioriser car je n'arrive pas à ne distinguer qu'une priorité et les succès de chacune des priorités sont interdépendants.

Je veux imprimer des trajectoires, quitte à ce qu'elles prennent plus de temps à être mises en place au démarrage et si tant est que les politiques publiques autour soient en cohérence avec celles-ci. C'est parfois difficile car les décisions qui sont prises hors de notre périmètre vont contre nos enjeux.

Nous sommes dans le ministère du temps long, même si j'ai plutôt le sentiment d'être dans l'immédiat, au sein de ce gouvernement qui a à coeur de faire beaucoup de choses très vite.

Nous devons garder en tête le futur et ne pas sacrifier l'avenir au présent. Le court terme et le long terme nous mettent face à un dilemme et on essaye de faire le meilleur compromis même si j'ai du mal à faire des compromis au sujet de la santé.

Au niveau de la prévisibilité, on doit tenir compte du fait que ce sont les plus démunis qui sont les moins adaptés pour faire face à la transition énergétique. Je n'évoquerais pas, par exemple, le cas du phénomène climatique ultramarin récent.

Il faut prendre en compte la dimension solidaire et il faut agir pour faire face à ses défis.

Le premier axe pour cela est une politique ambitieuse en matière d'énergie et de climat.

Les événements climatiques de cet été sont un rappel du grand besoin d'humilité dont il faut faire preuve quand nous sommes confrontés à nos limites. Le plan climatique interministériel a cet objectif pour une mise en oeuvre de l'accord de Paris.

La communauté internationale doit également agir au delà de sa simple signature car ce que l'on va décider dans les dix ans à venir conditionne l'irréversibilité ou non de l'état de la planète.

Nous voulons également en finir avec les énergies fossiles d'ici 2040.

Nous allons ensuite mobiliser la communauté internationale le 12 décembre prochain concernant la protection des aires agricoles.

Nous allons aussi prendre des mesures de fiscalité verte en augmentant les taxes carburant et des malus auto pour prendre en compte le quotidien éprouvant des citoyens.

Si nous parlons d'écologie en termes apolitique et que la seule réponse apportée est une fiscalité additionnelle, nous n'allons pas y arriver. Il faut une fiscalité de substitution, pas pour combler le déficit budgétaire de l'Etat mais qui soit incitative, répressive et orientée vers les consommateurs.

Le temps que les filières s'adaptent à ce qui est actuellement une niche, cela aura un surcoût car il n'y a pas encore d'économie d'échelle possible.

Un pack de solidarité climatique va être mis en place pour les ménages les plus modestes. Avant, la hausse des prix des appartements et les avantages fiscaux sur le diesel favorisait un éloignement des centres villes et maintenant, ces mêmes ménages défavorisés sont lésés car taxés sur le diesel.

C'est pour cela que nous allons mettre en place une prime de conversion des véhicules anciens roulant au diesel qui devrait concernés 100 000 véhicules pour 2018.

Nous généraliserons également un chèque énergie pour un montant de 613 000 euros.

Nous allons mettre en place une aide aux travaux de rénovation énergétique avec le CITE et l'ANAH sous forme de prime dès 2019 car le crédit d'impôt pénalise, encore une fois, les ménages modestes qui ne peuvent avancer le montant des travaux.

Un fonds d'au moins 20 millions d'euros sera débloqué avec l'ADEME pour la qualité de l'air. Nous nous déplacerons d'ailleurs demain avec Elisabeth Borne sur le sujet.

En effet, la situation s'est dégradée car les études épidémiologiques passées ne prouvaient pas suffisamment que la dégradation de la qualité de l'air était une conséquence de l'activité humaine.

Si on suivait les recommandations du Conseil d'Etat, il ne faudrait plus de chauffage urbain et plus d'entreprises en périphérie des villes mais c'est impossible. C'est pour cela que nous avons travaillé sur des contrats Ville/Etat.

Le développement des énergies renouvelables fera également l'objet d'une hausse de 4,9 milliards sur le quinquennat.

Les chantiers de rénovation des bâtiments publics seront accélérés dès août, sous l'égide du ministre Mezard, avec un ajout 9 milliards d'euros de budget.

La ministre Borne s'occupera du développement des transports durables avec 4,1 milliards, notamment lors des Assises de la Mobilité.

Il n'y aura pas d'enveloppe extérieure mais ces crédits sont inscrits dans notre ministère et ne sont pas gérés par la Caisse des dépôts et donc, pas soumis à régulation ce qui reviendrait à donner dans une main ce que l'autre reprend.

Il faut rompre le triptyque "extraire-consommer-jeter" qui n'est pas viable . Les esprits brillants ne sont pas encore convaincus du fait qu'une croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini.

Il y a des possibilités de croissance verte et l'objectif de notre ministère est de le prouver et de participer à cette croissance.

D'autres pays sont plus compétitifs pour amorcer cette "révolution" et je préférerais que la France y participe, prenne le train en marche, plutôt que de se laisser distancer sur le sujet.

L'économie circulaire représente un demi million d'emploi en France et c'est pour cela qu'elle sera dans la feuille de route des Assises à Nantes car certaines filières dont le REP et le textile sont en difficultés.

Il y a d'ailleurs eu récemment la création du Haut Commissariat à l'Economie Sociale et Solidaire, présidé par Christophe Itier. Son rôle est de préparer une "social business action" et de centraliser les sections de l'ESS. 15 millions d'euros environ ont été dévolus à cette tâche. Je reconnais que je n'ai pas été très présent sur ce sujet mais j'ai besoin d'aller davantage sur le terrain pour identifier ce qui est reproductible.

On a l'impression que rien ne se passe mais il y a beaucoup d'initiatives en France. On entend l'arbre qui tombe mais pas les dizaines d'arbres qui poussent.

Je n'évoquerais pas le développement de la filière verte et numérique et les finances vertes car cela n'a pas encore été budgété.

Pour agir pour un environnement sain et plus respectueux des ressources naturelles une action va être menée contre la pollution de l'air. Nous adopterons des feuilles de route ciblées géographiquement.

L'urgence est partout, également en outremer ou l'on doit agir sur la prévention des catastrophes naturelles car on sait que cela va se reproduire. Nous en discuterons lors des Assises de l'Outremer avec Annick Girardin.

En effet, les prévisions du GIEC sont aujourd'hui une réalité et notre responsabilité est de prendre en compte ceux qui y sont prioritairement exposés.

Nous devons également défendre la biodiversité et ne pas l'opposer au climat, sur lequel on a beaucoup agi récemment, car ils sont interdépendants et sont tous deux des priorités.

Nous devons également lutter contre l'artificialisation des sols. Ainsi, le programme Eau et Biodiversité recevra 5 millions dont deux pour le programme Natura 2000.

Concernant l'AFB, le plafond de ressources augmente et les Agences de l'Eau y contribueront prioritairement. Les représentants de cet établissement seront reçus aujourd'hui même sur le sujet et pour faire part de leurs inquiétudes sur leur évolution statutaire.

J'ai entendu les propositions sur une fusion des Agences et une rebudgétisation de leurs moyens et j'ai plutôt proposé un schéma de modernisation pour qu'elles tiennent leur rôle de pivot en matière d'Eau et de Biodiversité et c'est le schéma qui a été retenu par le premier ministre.

Le choix de baisser les redevances est difficile à admettre pour moi mais il peut permettre un allègement de la facture d'eau pour les usagers. L'effort sera fait pour l'AFB, les Parcs Naturels, l'ONCFS.

Il y aura une mission du CGEDD et de l'IGF pour proposer un mode d'organisation dans les Agences de l'Eau et aux opérateurs de la biodiversité qui doit aboutir en 2018.

2 millions d'euros seront mis sur la qualité de l'air et pour lutter contre les perturbateurs endocriniens.

Ce budget exprime une ambition et est marqué par un effort de sincérité car il assume les contraintes budgétaires, notamment sur les ressources des Agences, plutôt que de faire comme les précédents gouvernements des promesses qui se révèlent fausses avec le manque de moyens.

Des problèmes de budgétisation insuffisante ont été révélées à l'ADEME. En 2018, une hausse de 36% de ses moyens sera effectuée pour couvrir ses échéances et son action, entièrement financé sur des crédits budgétaires. Il faut donc en rationaliser la gestion. Cela représente une baisse plus prudente de 10% sur le quinquennat, financée par la REP et le CE.

4 milliards seront également dédiés à EDF et remboursés d'ici 3 ans.

Sur la question des effectifs, j'ai compris l'inquiétude des OS sur les baisses et la perte de sens des missions. Il faut du sens car c'est important pour la mise en place des politiques publiques. J'assume le fait que les effectifs diminuent et que nos ministères devront y contribuer une nouvelle fois mais cela ne concerne qu'une baisse de 2% des effectifs et des recrutements seront effectués en parallèle.

Concernant la répartition de cette baisse par opérateurs, elle sera précisée ultérieurement mais je peux d'ores et déjà vous dire qu'il n'y en aura pas à l'AFB et aux parcs nationaux.

Le chantier "Action Publique 2022" oblige l'action ministérielle à correspondre à la feuille de route gouvernementale. C'est un vaste chantier et nous attendons d'en savoir plus mais la concertation portera sur les réformes à appliquer au ministère pour la baisse d'effectif et sur les moyens de redonner un sens aux missions. Je sais que c'est un défi considérable où le dialogue social sera une nécessité.

(http://www.cfdt-ufetam.org/dossiers/fonctpubl/doc17/circ_pm_26-09-17_action_publique_2022.pdf)

J'ai demandé à la SG de prévoir un agenda social et les consultations sont maintenant achevées. La nouvelle version de l'agenda vous sera communiquée sous peu car je veux qu'il y ait de la structure dans nos échanges et nous y serons attentifs avec les ministres.

Je suis conscient que cela n'effacera pas vos colères mais je ne veux rien cacher et ne pas faire de promesses. Je remercie les agents de leur engagement de plus en plus difficile au service de cette grande et noble cause qu'est la transition écologique.

Cet engagement permet une adaptation de la société aux impératifs du 21^{ème} siècle même si je reconnais qu'il n'est parfois pas suffisamment reconnu.

Vous m'avez prouvé que je peux compter sur les agents de ce ministère.

J'ai une pensée particulière dans mes remerciements pour les agents DEAL Guadeloupe et Martinique et pour les experts des services métropolitains qui ont été fortement mobilisés avec l'ouragan IRMA et je rends hommage à leur richesse humaine.

Présentation d'Elisabeth Borne, ministre des Transports, du PLF 2018 et de ses incidences sur nos ministères :

Je m'étais engagée à vous présenter le budget le 4 juillet dernier et je suis donc présente aujourd'hui.

Je souhaiterais, avant tout, remercier et rendre mes hommages aux secteurs routiers, fluviaux, et aériens qui ont mis en oeuvre cette politique des transports.

Je sais qu'il est difficile d'effectuer ses missions avec les réductions de moyens dont nous sommes frappés et c'est pour cela que le plan Action Publiques 2022 cherchera à redonner du sens à celles-ci.

Je tiens à remercier le SG et la DRH pour l'organisation de notre agenda social qui a l'ambition d'un véritable dialogue social.

Le ministère des transports est un levier essentiel de la transition énergétique. Il est au coeur de nos besoins quotidiens, à la pointe de l'innovation et au coeur des politiques publiques.

Nous souhaitons une mobilité plus propre, autonome, partagée, connectée et soutenable. Ce sera le premier chantier abordé lors des Assises de la Mobilité. Le but de ces assises, qui auront lieu jusqu'en fin 2017, sera d'adapter les transports aux besoins de la population et de définir les grandes orientations et la priorité de financement en la matière.

[\[1 page de notes, supprimée\]](#)

Présentation de Jacques Mezard, ministre de la Cohésion des Territoires, du PLF 2018 et de ses incidences sur nos ministères :

Je fais preuve d'une solidarité réelle avec le gouvernement. Nous avons des objectifs communs et partagés.

Nous avons voulu faire preuve de sincérité concernant ce budget au-delà des difficultés. Nous n'avons pas voulu les cacher, nous souhaitons dire les choses et ne pas perdre le sens de l'humain.

[1 page de notes, supprimée]

Nous porterons une attention particulière sur les quartiers prioritaires que nous avons l'ambition de réduire de moitié.

Je remercie tous les agents du ministère pour les efforts fait pour gérer le cyclone qui a touché Saint Martin et Saint Barthélemy. Le ministère s'associe aux efforts de construction, et remercie notamment les DEAL Guadeloupe et Martinique ainsi que les experts métropolitains.

Déclaration préalable de la CFDT

Madame et Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs,

Nous allons tout d'abord évoquer la situation des Agences de l'Eau.

[1 page supprimée]

De façon plus générale, nous venons de prendre connaissance du PLF 2018 et force est de constater qu'une fois encore, nos ministères subissent « l'effort de maîtrise des emplois publics ».

Le nombre d'agents diminue : soyez transparents et honnêtes, et dites-nous quelles sont les missions que l'État abandonne.

Est-ce un changement de logique politique, qui transforme un ministère technique, de conseil et d'expertise, en un simple guichet de distribution de subventions ?

Si tel est le cas, il faut le dire tout de suite aux agents, car changer encore une fois le cœur de nos métiers affectera des personnels déjà malmenés par plus de 20 ans de restructurations successives. L'augmentation du budget ministériel comprendra-t-elle une enveloppe catégorielle améliorée, ainsi qu'un plan d'action pour prévenir les risques psychosociaux ?

Il paraît que le glyphosate est nocif pour l'environnement ; ce qui est certain, c'est que ces politiques ministérielles sont nocives pour les agents de nos ministères, leurs carrières et nos conditions d'emploi.

Merci de votre attention.

Réponses de Nicolas Hulot aux déclarations préalables syndicales :

Je vous confirme que ma mission est d'essayer d'annuler le réchauffement climatique et d'apaiser les tensions de ce climat social. Je sais qu'il est difficile de vous convaincre de ma volonté d'autant que je fais l'objet d'injonctions contradictoires. Je sais que vous êtes impatients d'avoir des réponses et nous de vous les fournir même si je reconnais que notre réactivité n'est pas celle que vous êtes en droit d'attendre. L'ancienne ministre avait trois fois plus de monde au sein de son cabinet même si je ne dis pas ça pour me dédouaner. J'entends vos remarques mais ne peux pas forcément les traiter. Je suis surpris que vous soyez déçus de ne pas avoir d'information en amont concernant le budget et la feuille de route 2018. Nous préférons vous en faire une présentation exclusive et en avant-première. Cela ne se voulait pas être un manque d'estime. Nous avons d'ailleurs, pour cela, avancé la date du CTM budgétaire qui devait se tenir en octobre. Afin d'avoir les moyens de mener nos politiques, nous allons responsabiliser l'ensemble des gestionnaires publics et nous devons rendre des comptes devant le Parlement. Merci de votre franchise, je ferai en sorte de faire vivre ce dialogue social.

Office National des Forêts : bien que la tutelle principale soit assurée par l'Agriculture, une réunion est prévue à ce sujet. Nous savons que les représentants du personnel public ont démissionné de l'ensemble des instances de concertation et que ceux du privé y demeurent. Une réunion en interne est prévue demain sur le sujet.

Etablissements Publics : pour traiter des cas de l'IGN, de l'ADEME, de METEO FRANCE et des Agences de l'Eau, des réunions spécifiques sont prévues car cela ne peut être traité en CTM.

Météo France : cet établissement, comme le CEREMA et l'IGN, a fait preuve d'une belle réactivité concernant la crise des cyclones en outre-mer. Nous passons de -218 ETP en 2017 à -233 ETP en 2018 pour ces 3 établissements, - 95 concernant Météo France. Cette demande exigeante est liée au fait que nous pensons que cet établissement peut fonctionner avec moins, comme le permettra, par exemple, le nouveau super calculateur.

CEREMA : les baisses au sein de cet établissement peuvent être compensées par un meilleur partenariat avec les collectivités.

Agences de l'Eau : il y a déjà eu un travail de concertation avec les OS et la demande d'un travail en interministériel est à l'étude à Bercy. Nous avons d'ailleurs une réunion avec eux à ce sujet cet après-midi. Nous avons commencé à mettre en place une stratégie pour freiner l'artificialisation des sols et pour substituer aux redevances des consommateurs le principe de « l'eau qui paye l'eau ».

ADEME : cet établissement verra une augmentation de 3.9% de son budget à périmètre équivalent et -14 ETP par rapport à 2017. En effet, c'est un acteur essentiel dont nous allons renforcer les moyens pour mettre en oeuvre la politique ministérielle. L'IGAP a prévu de mettre fin aux subventions de cet établissement et nous devons donc obtenir les moyens nécessaires d'un autre programme car il consomme son fonds de roulement pour assurer ses engagements antérieurs, notamment ceux en matière d'air et de biodiversité.

Effectifs : la feuille de route du ministère et la part de sa contribution à l'atténuation du déficit public seront précisées par mail après la réunion. Je signale néanmoins que le niveau de recrutement sera maintenu à 1100 agents pour faire face aux départs en retraite. Ces recrutements seront répartis selon les missions du ministère dans le cadre du "plan Action Publique 2022" dans un objectif de gain d'efficacité. Cela sera fait avec une attention particulière portée aux personnels et en concertation avec les organisations syndicales.

RIFSEEP des corps techniques : les budgets actuels ne permettent pas une résorption de l'année de retards concernant les ISS et une dérogation a été demandée au Budget.

Logement : un parc est réservé aux agents du ministère auprès des bailleurs contrairement à certains ministères où seule l'offre interministérielle existe. Nous allons relancer la politique d'action sociale dès 2018 avec une nouvelle ligne budgétaire de 100 000 euros pour les logements.

Réponses d'Elisabeth Borne aux déclarations préalables syndicales :

[notes supprimées]

Réponses de Jacques Mezard aux déclarations préalables syndicales :

[notes supprimées]

Commentaires CFDT : Nous avons de sérieuses inquiétudes quant à la mise en place "d'Action Publique 2022" qui pourrait modifier en profondeur les missions et actions de nos ministères.

Et d'ailleurs, au vu du très important coup de rabet subis par le MTES - MCT ainsi que par les opérateurs, la CFDT s'interroge sur l'avenir même de ce ministère.

MTES, La défense, 28/9/2017